

MINISTRE DES FINANCES

N° 000 17

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

N° 000 17 AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2023 DU 29 MAI 2023 POUR LA
SELECTION D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DU PROGRAMME DE
CONSOLIDATION ET DE PERENNISATION DU DISPOSITIF DE FORMATION ET D'INSERTION AGROPASTORAL
ET HALIEUTIQUE « PCP-AFOP » POUR LES EXERCICES 2023, 2024 ET CLÔTURE.

FINANCEMENT : Convention CCM 1278 01 S, ligne « Audits Supervision, Communication, Consultants ».

1. Contexte :

Le cadre juridique

Dans le cadre du troisième contrat désendettement développement(C2D), la poursuite des activités du programme d'appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches : phase de consolidation et de pérennisation « PCP-AFOP » a été négociée entre le Gouvernement du Cameroun et le Gouvernement de la République Française, objet de la convention de financement N° CCM 1396 03V, d'une durée de 5 ans et d'un montant total de 57.9 millions d'Euros (dont la contre-valeur en Francs CFA est égale à 38.5 milliards de FCFA) réparti ainsi qu'il suit :

N°	Rubrique	Montant (FCFA)
1	Affectation subvention C2D	26.200.000.000
3	Etat du Cameroun	11.000.000.000
4	Autres sources de financements	1.200.000.000

Après la signature de l'avenant du contrat entre les 2 parties, le programme s'inscrit dans la continuité des 03 premières phases qui ont permis en quatorze ans d'accompagner la stratégie de rénovation du dispositif public de formation agropastorale. Ainsi, plus de 122 structures de formation ont été rénovées et ont formé plus de 18 000 jeunes apprenants post primaires et post secondaires à une dizaine de métiers agropastoraux, para agricoles et halieutiques débouchant sur l'auto-emploi ou des métiers salariés. Plus de 5 000 d'entre eux (dont 30% des filles) ont pu s'installer. Le volet renforcement de capacités a bénéficié à plus de 14000 producteurs en activité. L'installation des jeunes formés dans les territoires a entraîné la création de 10 000 emplois (5 000 directs et 5 000 indirects) et le développement des filières – notamment cacao, bananier plantain, maïs, porc, poulet, petit ruminant, gros bétail et poisson.

Résumé des objectifs du projet ou programme

En termes d'activités, le programme a pour finalité de contribuer à l'emploi des jeunes et à la croissance inclusive et durable des territoires ruraux au Cameroun par une amélioration de la qualification professionnelle des acteurs de développement agricole et rural et une meilleure insertion professionnelle des jeunes formés dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches.

De manière plus spécifique, le programme vise à :

- Former et insérer les jeunes, femmes et hommes, dans les territoires ruraux du Cameroun ;

- Finaliser la rénovation par le perfectionnement du dispositif de formation - insertion, notamment en matière de prise en compte du genre ;
- Etudier et concrétiser les options d'institutionnalisation et de pérennité financière du dispositif de formation - insertion

Les bénéficiaires sont :

- Les jeunes en situation post primaire qui à l'issue de l'école primaire projettent de se diriger vers un métier dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et/ou de la pêche et qui souhaitent en conséquence acquérir une formation professionnelle de base dans ces domaines.
- Les jeunes issus de l'enseignement secondaire désireux de s'orienter vers un métier dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et/ou de la pêche et qui souhaitent en conséquence acquérir une formation professionnelle de base dans ces domaines.
- Les producteurs en activité qui sont des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs en activité. Ils sont des exploitants qui combinent toutes ou une partie de leurs ressources pour mener les activités de production.
- Les adultes projetant de s'engager dans la production agropastorale et/ou halieutique.
- Les personnels en charge du pilotage, de l'animation et de la mise en œuvre du dispositif rénové.
- Les responsables des groupements de producteurs qui regroupent les responsables des groupements de jeunes formés et installés dans le cadre de la rénovation.
- Les acteurs du territoire chargé du pilotage et de l'animation du dispositif rénové qui sont les référents, les maîtres de stage et les membres des organes en charge de la co-gestion des structures de formation et de l'animation du processus d'insertion dans les territoires.
- Les acteurs du territoire en charge du développement local.
- Les structures et organismes (OPA, entreprises coopératives, communes, grandes exploitations agricoles, opérateurs économiques, agro industries, ONG, ...) dont les employés auront suivi des formations.
- Les communautés rurales, à travers l'accroissement de la qualification des producteurs et une meilleure formation des jeunes agriculteurs d'une part, et une meilleure formation des agents de développement d'autre part.

Résultats attendus

Les résultats attendus du programme sont : (i) Un dispositif national rénové consolidé, (i) des fonctions du dispositif rénové jusqu'ici assurées par le programme AFOP transférées aux structures pérennes de l'Etat et aux territoires, (iii) les mutations organisationnelles, techniques et financières nécessaires au pilotage et à l'animation du dispositif rénové au sein des structures pérennes de l'Etat et dans les territoires accompagnés.

La Coordination du programme

Le programme PCP-AFOP est structuré autour d'une Coordination Nationale et est représenté sur l'ensemble du territoire à travers quatre (4) Correspondances de Zones. Elle est structurée autour de deux (2) Composantes techniques déclinées en cinq (5) cellules renfermant quatorze (14) volets et une composante transversale chargée de la gestion et du suivi.

Le circuit financier :

La convention CCM 1396 03 V prévoit plusieurs sources de financement dans le cadre des activités du projet PCP-AFOP.

- des ressources C2D ;
- des ressources Etat du Cameroun ;
- des ressources territoriales.

Les fonds du projet sont mobilisés pour financer les dépenses éligibles conformément aux dispositions de la convention de financement et des PTAB.

Le programme compte trois (3) comptes spéciaux et de comptes auxiliaires, tous libellés en Francs CFA. Les comptes auxiliaires destinés au fonctionnement de la Coordination Nationale, des Correspondance de Zone qui disposent chacune de deux comptes auxiliaires (fonctionnement et insertion) et un compte pour chacun des Centres et Ecoles.

Les comptes spéciaux sont ouverts par la CAA, pour financer les dépenses de chacune des composantes.

- un compte spécial au titre de la composante 1 en charge de financer les activités de la consolidation-perfectionnement du dispositif de formation - insertion agropastoral ;
- un compte spécial au titre de la composante 2 en charge de financer les activités de la pérennisation institutionnelle et financière ;
- un compte spécial au titre de la composante 3 en charge de financer le fonctionnement et les activités de la coordination, gestion et du suivi-évaluation du programme

Les comptes spéciaux ne peuvent présenter une position de découvert, ni faire l'objet d'aucune compensation (sauf autorisation de l'AFD).

Les fonds transférés sur les comptes du projet sont utilisés exclusivement pour le paiement de dépenses éligibles. Les dépenses éligibles sont celles budgétisées et déclinées exclusivement dans les PTAB.

Le PCP-AFOP est financé pour un montant de 40 millions d'euros soit 26 238 280 000 FCFA par la Convention d'affectation N° CCM 1396 03V du 14 juillet 2017 signée entre l'agence française de développement et la République du Cameroun.

La mise en œuvre des activités du programme se traduit en exécution budgétaire dont les comptes doivent être arrêtés et certifiés au terme de chaque exercice budgétaire conformément aux engagements pris par le Gouvernement du Cameroun à travers la Convention d'affectation sus citée.

Dans ce cadre, un cabinet d'experts comptables agréé par l'ONECCA ou équivalent pour étrangers sera sélectionné aux fins de réaliser l'audit comptable et financier des cinq années du programme.

Ces TdR feront partie intégrante du contrat conclu entre l'Autorité contractante et l'auditeur.

2. Objet :

Le Ministre des Finances, Maître d'Ouvrage du volet Pilotage, lance un Appel à Manifestation d'Intérêt auprès des cabinets inscrits à l'Ordre National des Experts Comptables du Cameroun en vue de la présélection des prestataires spécialisés en prévision d'un Appel d'Offres sur liste restreinte pour le recrutement d'un auditeur indépendant en vue de mener un audit comptable et financier du programme de consolidation et de pérennisation du dispositif de formation et d'insertion agropastoral et halieutique « PCP-AFOP » pour les exercices 2023, 2024 et Clôture.

L'appel d'offres ultérieur sera organisé dès l'adoption de la liste restreinte et conduira à la sélection du cabinet de consultants pour la réalisation des prestations suscitées.

Les groupements comprenant des cabinets dont au moins l'un d'eux est inscrit à l'ONECCA, sont autorisés.

3. Participation :

La participation au présent Avis est ouverte aux structures de prestation de services spécialisées dans la réalisation des audits des projets et programmes de développement.

4. Critères de qualification :

Cette consultation est ouverte aux candidats ayant une bonne connaissance de l'administration camerounaise, du contexte de l'allègement de la dette et disposant de :

- une expertise confirmée et d'excellentes références en matière d'audit/évaluation projets et programmes dans les pays du sud et en particulier en Afrique Sub-Saharienne ;
- personnel nécessaire ou s'engager à en recruter pour les prestations à exécuter.

5. Financement :

Les prestations, objet du présent avis, sont financées par la Convention de financement (CCM 1278 01S), ligne « Audits, Supervision, Communication, Consultants ».

6. Dossier de Candidature :

Les candidats intéressés par cet Appel à Manifestation d'Intérêt devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux volumes:

6.1 Volume 1 (Pièces administratives)

- Une lettre de motivation dûment signée, datée et timbrée au taux en vigueur par le candidat ;
- L'original de l'attestation de non redevance délivrée par le service des impôts compétent ;
- L'original de l'attestation de non faillite établie par l'autorité compétente du domicile du consultant datant de moins de trois (3) mois à la date de remise des offres ;
- L'original de l'attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par le Directeur Général de l'ARMP ou par un responsable ;
- La déclaration d'intégrité signé (disponible dans sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>) ;
- l'accord de groupement (en cas de groupement) ;
- les pouvoirs du mandataire (en cas de groupement).

NB : Tous les cabinets constituant un groupement devront fournir individuellement les pièces citées ci-dessus.

6.2 Volume 2 (Dossier technique)

6.2.1 La liste du personnel d'encadrement

Le cabinet d'audit sélectionné sera désigné à l'issue d'une procédure de sélection de fournisseurs prestataires conforme aux règles des Marchés Publics en vigueur au Cameroun. Suite à cette procédure, un marché avec des tranches sera signé entre le Consultant retenu et le Ministre des Finances.

L'auditeur doit être un cabinet d'audit et d'expertise comptable indépendant régulièrement inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables ou équivalent pour les étrangers et ayant une expérience confirmée en audit comptable et financier des projets de développement. La mission d'audit sera composée d'une équipe de plusieurs experts, sur la base des travaux à mener et des indications ci-dessous. Le personnel clé devra être le suivant :

- Un (1) auditeur senior expert-comptable diplômé (chef de mission) disposant d'au moins dix (10) années d'expérience en matière d'audit externe dans les pays en développement, une bonne connaissance des procédures de gestion des, programmes et projets financés par les bailleurs internationaux, et des procédures de passation et de réalisation des marchés publics sera un atout
- Un (01) auditeur expert financier de niveau BAC+5 ou plus, justifiant d'au moins sept (07) années d'expérience en audit comptable, financier ou technique. Une bonne connaissance des procédures camerounaises de passation et de réalisation des marchés publics sera un atout.

- Un (01) auditeur expert en passation de marchés de niveau BAC+3 ou plus, justifiant d'au moins sept (07) années d'expérience en audit de passation de marchés. Une bonne connaissance des procédures camerounaises de passation et de réalisation des marchés publics sera un atout.

D'une manière générale, les experts devront avoir une bonne maîtrise orale et écrite de l'une des langues officielles (Anglais ou/et français) de l'Etat du Cameroun et des aptitudes dans la seconde.

Le Cabinet fournira la liste du personnel d'encadrement, accompagnée des pièces suivantes, pour chaque expert, datées de moins de trois (03) mois :

- CV daté et signé par le concerné et définissant son affectation ;
- attestation de disponibilité signée sur l'honneur par l'expert concerné.

6.2.2 Les références du Candidat

Les cabinets présenteront au moins dix références dans les prestations d'audit des projets ou programme public ou privé réalisées en Afrique sub-saharienne au cours des trois dernières années.

N.B. : Pour être validée, chaque référence en prestation d'audit devra être justifiée par la photocopie du procès-verbal de réception finale, ou du certificat de bonne fin délivré par le Maître d'Ouvrage ou ses services ou l'attestation de main levée de la caution de bonne fin.

Seront privilégiées, les références provenant des administrations publiques ou concessionnaires (ministères, communautés urbaines, organismes parapublics etc).

7. Remise des dossiers :

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais seront déposés en quatre (04) copies dont (01) original et trois (03) copies marquées comme tels (« copie ») sous pli fermé et scellé au STADE-C2D s/c du Ministère des Finances sis à Nlongkak face OMS au RDC de l'immeuble OYILI, au plus tard le **03 JUL 2023** à 15 heures. Le dossier de candidature comportera également une **version numérique de l'offre**, déposée sur une clé USB ou un CD-rom. Les dossiers de candidature devront porter la mention suivante :

N° 000 17 AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
29 MAI 2023
 N° N° AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2023 DU POUR LA SELECTION
 D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DU PROGRAMME DE
 CONSOLIDATION ET DE PERENNISATION DU DISPOSITIF DE FORMATION ET D'INSERTION
 AGROPASTORAL ET HALIEUTIQUE « PCP-AFOP » POUR LES EXERCICES 2023, 2024 ET CLÔTURE.
 « NB : A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

8. Etude des dossiers et publication des résultats :

Les dossiers enregistrés seront examinés par une commission technique mise en place par le MINFI.

9. Evaluation des offres

Les critères d'évaluation des dossiers porteront sur :

9.1 - Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité d'une pièce administrative ;
- Présence de documents falsifiés dans le dossier de candidature ;
- Note technique inférieure à 80 pts/100.

9.2 - Critères essentiels

- **Références du Cabinet dans la réalisation des prestations similaires d'audit dans les pays du Sub-sahariens au cours des trois (03) dernières années - 60 pts (06 pts/référence, soit 10 références distinctes au total) :**
- **Profil des experts permanents du Cabinet correspondant au domaine de la mission (40 pts) :**
 - ✓ Un (1) auditeur senior expert-comptable diplômé (chef de mission) disposant d'au moins dix (10) années d'expérience en matière d'audit externe dans les pays en développement, une bonne connaissance des procédures de gestion des, programmes et projets financés par les bailleurs internationaux, et des procédures de passation et de réalisation des marchés publics sera un atout. (20 pts) ;
 - ✓ Un (01) auditeur expert financier de niveau BAC+5 ou plus, justifiant d'au moins sept (07) années d'expérience en audit comptable, financier ou technique. Une bonne connaissance des procédures camerounaises de passation et de réalisation des marchés publics sera un atout. (10 pts) ;
 - ✓ Un (01) auditeur expert en passation de marchés de niveau BAC+3 ou plus, justifiant d'au moins sept (07) années d'expérience en audit de passation de marchés. Une bonne connaissance des procédures camerounaises de passation et de réalisation des marchés publics sera un atout. (10 pts).

NB : Seuls les cabinets de consultants qui auront totalisé à l'issue de l'évaluation une note technique au moins égale à quatre-vingt (80) sur cent (100) seront retenus pour participer à l'Appel d'Offres National Restreint (AONR). Si plus de six cabinets obtenaient une note supérieure à 80 sur 100, seuls les six premiers seront sélectionnés pour l'AONR.

10. Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Finances – STADE- C2D, sis à Nlongkak face OMS au RDC de l'immeuble OYILI, BP : 33232 Yaoundé, Tél. : (237) 22 20 30 58, Email : minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com.

Yaoundé, le **29 MAI 2023**

**LE MINISTRE DES FINANCES
MAITRE D'OUVRAGE DU C2D PILOTAGE**

Ampliations :

- SOPECAM (pour publication)
- ARMP (pour publication)
- DG MARKET (pour publication)
- MINFI
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE



Louis Paul MOTAZE

MINISTRY OF FINANCE

N° 000 17

NOTICE OF CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST

AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/ 2023 OF 29 MAY 2023 FOR THE
SELECTION OF A CABINET RESPONSIBLE FOR THE ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF THE
CONSOLIDATION AND SUSTAINABILITY PROGRAM OF THE AGRO-PASTORAL AND FISHERIES TRAINING
AND INTEGRATION SYSTEM "PCP-AFOP" FOR THE 2023, 2024 FINANCIAL YEARS AND CLOSING.

FUNDING: Agreement CCM 1278 01 S, line "Audits Supervision, Communication, Consultants".

1. Context:

The legal framework

As part of the third development debt reduction contract (C2D), the continuation of the activities of the support program for the renovation and development of vocational training in the agriculture, livestock and fisheries sectors: consolidation phase and sustainability "PCP-AFOP" was negotiated between the Government of Cameroon and the Government of the French Republic, subject of financing agreement No. CCM 1396 03V, for a period of 5 years and a total amount of 57.9 million Euros (whose counter-value in CFA Francs is equal to 38.5 billion FCFA) distributed as follows :

N°	Designation	AMOUNT (FCFA)
1	C2D subvention	26.200.000.000
3	State of Cameroun	11.000.000.000
4	Other sources of funding	1.200.000.000

After the signing of the amendment to the contract between the two parties, this program is a continuation of the first 03 phases which have made it possible in fourteen years to support the strategy of renovating the public agro-pastoral training system. Thus, more than 122 training structures have been renovated and have trained more than 18,000 young post-primary and post-secondary learners in about ten agro-pastoral, para-agricultural and fisheries trades leading to self-employment or salaried trades. More than 5,000 of them (including 30% of girls) have been able to settle. The capacity building component has benefited more than 14,000 active producers. The installation of young people trained in the territories has led to the creation of 10,000 jobs (5,000 direct and 5,000 indirect) and the development of sectors – in particular cocoa, plantain, corn, pork, chicken, small ruminants, large cattle and fish.

Summary of project or program objectives

In terms of activities, the program aims to contribute to youth employment and the inclusive and sustainable growth of rural territories in Cameroon by improving the professional qualification of agricultural and rural development actors and better professional integration. young people trained in the agriculture, livestock and fisheries sectors.

More specifically, the program aims to:

- Train and integrate young people, women and men, in the rural territories of Cameroon;

Call for the Expression of Interest

- Finalize the renovation by improving the training-integration system, particularly in terms of taking gender into account ;
- Study and implement the options for institutionalization and financial sustainability of the training - integration system

The beneficiaries are:

- Young people in a post-primary situation who, at the end of primary school, plan to move towards a profession in the sectors of agriculture, livestock and/or fishing and who therefore wish to acquire basic professional training skills in these areas.
- Young people with secondary education wishing to pursue a profession in the agriculture, livestock and/or fishing sectors and who therefore wish to acquire basic vocational training in these fields.
- Active producers who are farmers, herders and fishermen. They are operators who combine all or part of their resources to carry out production activities.
- Adults planning to engage in agro-pastoral and/or fisheries production.
- The staff in charge of managing, leading and implementing the renovated system.
- Managers of producer groups, which bring together managers of youth groups trained and set up as part of the renovation.
- The actors of the territory in charge of the piloting and the animation of the renovated device who are the referents, the masters of training and the members of the bodies in charge of the co-management of the structures of training and the animation of the process of insertion in the territories.
- Territorial actors in charge of local development.
- Structures and organizations (OPA, cooperative enterprises, municipalities, large agricultural holdings, economic operators, agro industries, NGOs, etc.) whose employees will have undergone training.
- Rural communities, through increased qualification of producers and better training of young farmers on the one hand, and better training of development agents on the other.

Expected results

The expected results of the program are: (i) A consolidated renovated national system, (ii) functions of the renovated system hitherto ensured by the AFOP program transferred to the permanent structures of the State and the territories, (iii) organizational changes, technical and financial resources needed to steer and lead the renovated system within the permanent structures of the State and in the territories supported

Program Coordination

The PCP-AFOP program is structured around a National Coordination and is represented throughout the territory through four (4) Zone Correspondences. It is structured around two (2) Technical Components broken down into five (5) cells containing fourteen (14) components and a cross-cutting component responsible for management and monitoring.

The financial circuit

The CCM 1396 03 V agreement provides for several sources of financing within the framework of the activities of the PCP-AFOP project.

- C2D resources ;
- Cameroon State resources ;
- Territorial resources.

Project funds are mobilized to finance eligible expenses in accordance with the provisions of the financing agreement and the PTAB.

Call for the Expression of Interest

The program has three (3) special accounts and auxiliary accounts, all denominated in CFA Francs. Auxiliary accounts intended for the operation of the National Coordination, Zone Correspondence which each have two auxiliary accounts (operation and integration) and an account for each of the Centers and Schools.

Special accounts are opened by the CAA to finance the expenditure of each of the components.

- A special account under component 1 in charge of financing activities for the consolidation-improvement of the training system - agro-pastoral integration ;
- a special account under component 2 in charge of financing institutional and financial sustainability activities;
- a special account under component 3 in charge of financing the operation and activities of the coordination, management and monitoring-evaluation of the program

Special accounts may not present an overdraft position, nor be the subject of any compensation (unless authorized by AFD).

Funds transferred to project accounts are used exclusively for the payment of eligible expenses. Eligible expenses are those budgeted and broken down exclusively in the PTAB.

The PCP-AFOP is financed for an amount of 40 million euros equivalent to 26,238,280,000 FCFA by the Allocation Agreement No. CCM 1396 03V of July 14, 2017 signed between the French Development Agency and the Republic of Cameroon.

The implementation of program activities translates into budget execution, the accounts of which must be closed and certified at the end of each fiscal year in accordance with the commitments made by the Government of Cameroon through the aforementioned Allocation Agreement.

In this context, a firm of chartered accountants approved by ONECCA or equivalent for foreigners will be selected to carry out the accounting and financial audit of the five years of the program.

These TDR will form an integral part of the contract concluded between the Contracting Authority and the Auditor.

2. Subject:

The Minister of Finance, Project Owner of the Steering component, is launching a Call for Expression of Interest from firms registered with the National Order of Chartered Accountants of Cameroon with a view to the pre-selection of specialized service providers in anticipation of a Call for Shortlisted offers for the recruitment of an independent auditor to conduct an accounting and financial audit of the consolidation and sustainability program of the agro-pastoral and fisheries training and integration system "PCP-AFOP" for the 2023, 2024 financial years and Closing.

The subsequent call for tenders will be organized as soon as the shortlist is adopted and will lead to the selection of the consulting firm for the provision of the services mentioned.

Groups comprising firms of which at least one of them is registered with ONECCA are authorized.

3. Participation:

Participation in this Call for Expression of Interest is opened to service delivery structures that are specialize in conducting audits of development projects and programs.

4. Qualification criteria:

This consultation is open to candidates who have a good knowledge of the Cameroonian administration, the context of debt relief and who have:

- Confirmed expertise and excellent audit/evaluation references in projects and programs in southern countries and in particular in Sub-Saharan Africa;
- necessary staff or undertake to recruit them for the services to be performed.

5. Funding:

The services, subject of this call for expression, are funded by the Agreement CCM 1278 01 S, line "Audits, Supervision, Communication, Consultants".

6. Application file:

Candidates interested in this Call for Expression of Interest will be required to provide the following documents, presented in two volumes:

6.1 Volume 1 (Administrative file)

- A letter of motivation duly signed, dated and stamped at the current rate by candidate;
- The original certificate of non-fee issued by the relevant tax office;
- The original certificate of non-bankruptcy issued by the competent authority of the consultant's place of residence dated less than three (3) months to the date of the tendering process;
- The original certificate of non-exclusion from public procurement issued by the Director General of the ARMP or by an official;
- The signed integrity statement (available on AFD's website: <http://www.afd.fr>);
- The grouping agreement (in case of grouping);
- The powers of the agent (in case of grouping).

NB: All firms forming a group will be required to provide the above documents individually.

6.2 Volume 2 (Technical File)

6.2.1 The list of supervisory staff

The selected audit firm will be appointed following a selection procedure for service providers in accordance with the rules of Public Procurement in force in Cameroon. Following this procedure, a contract with tranches will be signed between the selected Consultant and the Minister of Finance.

The auditor must be an independent auditing and accounting firm duly registered on the Roll of the Order of Chartered Accountants or equivalent for foreigners and having proven experience in accounting and financial auditing of development projects. The audit mission will be made up of a team of several experts, based on the work to be carried out and the indications below. The key personnel should be the following:

- One (1) senior auditor certified public accountant (head of mission) with at least ten (10) years of experience in external audit in developing countries, a good knowledge of program management procedures and projects financed by international donors, and procedures for awarding and carrying out public contracts will be an asset
- One (01) financial expert auditor with a BAC+5 level or more, justifying at least seven (07) years of experience in accounting, financial or technical auditing. A good knowledge of Cameroonian procedures for awarding and carrying out public contracts will be an asset.

- One (01) expert auditor in procurement at BAC+3 level or above, with at least seven (07) years of experience in procurement auditing. A good knowledge of Cameroonian procedures for awarding and carrying out public contracts will be an asset.

In general, the experts must have a good oral and written command of one of the official languages (English or/and French) of the State of Cameroon and skills in the second.

The Firm will provide the list of management personnel, accompanied by the following documents, for each expert, dated less than three (03) months:

- CV dated and signed by the person concerned and defining his assignment ;
- Certificate of availability signed on honor by the expert concerned.

6.2.2 Candidate's References

The firms will present at least ten references in the audit services of public or private projects or programs carried out in sub-Saharan Africa over the past three years.

N.B.: To be validated, each reference in audit service must be justified by a photocopy of the final acceptance report, or the certificate of completion issued by the Project Owner or its departments or the certificate of release performance bond.

Preference will be given to references from public administrations or concessionaires (ministries, urban communities, parastatal organizations, etc.).

7. Submission of bids:

Bids written in French or English will be filed in four (04) copies, including (01) original and three (03) copies marked as such « COPY » under closed fold and sealed at the STADE-C2D s/c of the Ministry of Finance located in Nlongkak opposite WHO in the ground floor of the OYILI building, no later than ~~03 JUL 2023~~ - at 15 heures. The application file will also include a soft copy of the offer, deposited on a USB key or CD-rom. The application files must bear the following statement:

NO 0000 17 NOTICE OF CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST **29 MAI 2023**
 N°..... AAM/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/ 2023 OF FOR THE
 SELECTION OF A CABINET RESPONSIBLE FOR THE ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT OF THE
 CONSOLIDATION AND SUSTAINABILITY PROGRAM OF THE AGRO-PASTORAL AND FISHERIES TRAINING
 AND INTEGRATION SYSTEM "PCP-AFOP" FOR THE 2023, 2024 FINANCIAL YEARS AND CLOSING.

"NB: To be opened only during the bid opening session."

8. Examination of files and publication of results:

The registered files will be examined by a technical commission set up by the MINFI.

9. Evaluation of files

The criteria for evaluating the files will include:

9.1 -Eliminatory criteria

- Absence or non-compliance of an administrative document;
- Presence of falsified documents in the application file;
- Technical score less than 80 pts/100.

Call for the Expression of Interest

9.2 - Essential criteria

- **References of the firm in performing similar audit services in Sub-Saharan countries over the last three (03) years - 60 pts (06 pts/reference, i.e. 10 separate references in total):**
- **Profile of the firm's permanent experts corresponding to the field of the mission (40 pts):**
 - ✓ One (1) senior auditor certified public accountant (head of mission) with at least ten (10) years of experience in external audit in developing countries, a good knowledge of management procedures, programs and projects funded by international donors, and procedures for awarding and carrying out public contracts will be an asset. (20 points);
 - ✓ One (01) financial expert auditor with a BAC+5 level or more, justifying at least seven (07) years of experience in accounting, financial or technical auditing. A good knowledge of Cameroonian procedures for awarding and carrying out public contracts will be an asset. (10 points);
 - ✓ One (01) expert auditor in procurement at BAC+3 level or above, with at least seven (07) years of experience in procurement auditing. A good knowledge of Cameroonian procedures for awarding and carrying out public contracts will be an asset. (10 points).

NB: Only consulting firms which, following the evaluation, will have totaled a technical score at least equal to eighty (80) out of one hundred (100) will be selected to participate in the Restricted National Invitation to Tender (AONR). If more than six firms score above 80 out of 100, only the top six will be selected for the AONR.

10. Further information:

Additional information can be obtained during working hours at the Ministry of Finance - the Technical Support Secretariat to C2D Execution, located at Bastos in Yaounde (OYILI Building besides WHO), P.O.BOX: 33 232, Tel./Fax: (237) 22-20- 30- 57, Email: minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com

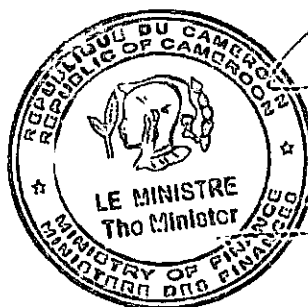
Yaounde, the

29 MAI 2023

THE MINISTER OF FINANCE PROJECT OWNER OF C2D STEERING

Ampliations :

- SOPECAM (pour publication)
- ARMP (pour publication)
- DG MARKET (pour publication)
- MINFI
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE



[Handwritten signature]
Louis Paul MOTAZE